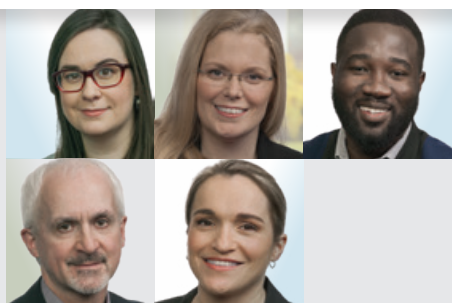




RECHERCHE ÉCONOMIQUE

LA DIRECTION RECHERCHE ÉCONOMIQUE CONSEILLE LES DIRIGEANTS DES PRODUCTEURS DE LAIT DU QUÉBEC SUR LES POLITIQUES ET LES DOSSIERS RELIÉS À L'INDUSTRIE LAITIÈRE. ELLE ACCOMPLIT CE MANDAT PAR LA RÉALISATION D'ÉTUDES, D'ANALYSES ET LA RÉDACTION DE TEXTES DE VULGARISATION POUR GUIDER LES DIFFÉRENTES INSTANCES ET DIRECTIONS DE L'ORGANISATION. LA DIRECTION REPRÉSENTE L'ORGANISATION À DE NOMBREUX COMITÉS PROVINCIAUX ET NATIONAUX.



FLORENCE BOUCHARD SANTERRE, directrice adjointe de la recherche économique
Assistant Director, Economic Studies
CHANTAL FLEURY, conseillère en agronomie *Agronomy Advisor*
ROCK ÉRIC HOUNHOUGAN, agroéconomiste *Agroeconomist*
RICHARD LAMOUREUX, économiste principal *Chief Economist*
GENEVIÈVE RAINVILLE, directrice de la recherche économique
Director, Economic Studies

Commerce international

L'année 2018 a été marquée par la conclusion de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) le 30 septembre 2018 et sa signature le 30 novembre 2018. Les résultats de cette négociation atypique sont grandement néfastes pour le secteur laitier canadien. L'ACEUM affecte le secteur laitier canadien de trois façons. D'abord, il prévoit un accès additionnel au marché canadien de 3,9 %, associé à des pertes de ventes de lait de 190 millions de dollars par année. Ensuite, l'ACEUM vient abolir la classe 7 qui assure la commercialisation de nos ingrédients laitiers. Finalement, il vient plafonner la quantité de poudre de lait écrémé, de concentrés protéiques de lactosérum et de lait infantile que l'on peut exporter.

Les effets de l'ACEUM s'ajoutent à ceux de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) qui est entré en vigueur le 30 décembre 2018 et qui accordera des accès supplémentaires équivalant à 3,1 % de la production totale, ce qui représente des pertes de ventes de lait de plus de 160 millions de dollars par année. L'année 2018 a aussi été la 2^e année d'application de l'Accord économique et commercial global (AECG), dont les accès additionnels au marché des fromages représentent 1,4 % des ventes de lait et des pertes de revenu de près de 100 millions de dollars par année.

La Direction recherche économique a travaillé sur l'évaluation des impacts des accords, collaboré aux travaux du groupe de travail mis en place par le gouvernement fédéral sur les mesures d'atténuation et du groupe de travail de l'industrie sur le remplacement de la classe 7.

Ententes de mise en commun et dossiers nationaux

À l'échelle nationale, la Direction collabore étroitement avec le directeur du développement des affaires concernant le suivi et l'avancement des ententes de mise en commun ainsi que la gestion du Plan national de commercialisation du lait.

Comité sur le quota de P5

Les travaux d'harmonisation des provinces de l'Accord sur la mise en commun du lait dans l'est du Canada (P5) se sont poursuivis en 2018. La Direction effectue des analyses de marché et des recommandations sur les ajustements du droit de produire des producteurs pour le Comité sur le quota de P5. La Direction a continué la réévaluation de la politique de paiement des solides non gras aux producteurs ainsi que l'évaluation des besoins de journées de tolérance à l'échelle de la ferme.

RÉPARTITION RÉGIONALE DE LA PRODUCTION TOTALE ET DES PRODUCTEURS AU 31 DÉCEMBRE 2018

PRODUCTION AND PRODUCERS, BY REGION, AS AT DECEMBER 31, 2018

Région Region	Production totale Total production		Producteurs Producers	
	Litres Litres	%	Nombre Number	%
01 – Estrie	362 710 445	10,77	493	9,76
02 – Capitale-Nationale–Côte-Nord	85 993 277	2,55	156	3,09
03 – Gaspésie-Les Îles	5 804 645	0,17	14	0,28
04 – Lanaudière	102 327 774	3,04	181	3,59
05 – Mauricie	130 118 390	3,87	213	4,22
06 – Outaouais-Laurentides	138 847 561	4,12	214	4,24
07 – Centre-du-Québec	568 079 190	16,87	743	14,71
08 – Abitibi-Témiscamingue	48 821 889	1,45	97	1,92
09 – Chaudière-Appalaches-Nord	395 714 622	11,75	609	12,06
10 – Chaudière-Appalaches-Sud	315 244 751	9,36	504	9,98
11 – Bas-Saint-Laurent	359 859 536	10,69	590	11,68
12 – Saguenay-Lac-Saint-Jean	167 816 424	4,99	285	5,64
13 – Montérégie-Est	403 918 871	12,00	546	10,81
14 – Montérégie-Ouest	281 654 271	8,37	405	8,02
Total	3 366 911 646	100,00	5 050	100,00

Prix du lait : circonstances exceptionnelles

Les critères pour déclencher les circonstances exceptionnelles, qui permettent un ajustement de prix des classes 1 à 4 en dehors des résultats de la formule d'indexation, ont été atteints en mai 2018. À la suite d'une demande des Producteurs de lait du Québec et des Producteurs laitiers du Canada, la Commission canadienne du lait (CCL) a procédé aux consultations de l'industrie et annoncé un ajustement du prix de soutien du beurre au 1^{er} septembre 2018. Le prix des classes 1 à 4 a été indexé en conséquence, pour un impact sur tout le lait de 2,37 \$ par hectolitre de référence, soit une hausse de 3,3 %.

Dossiers provinciaux

Sur la scène provinciale, la Direction prépare mensuellement diverses statistiques et analyses nécessaires pour le suivi des politiques et des activités de l'organisation, notamment en ce qui concerne l'évolution du prix du lait et ses variations mensuelles. Elle collabore également aux différentes négociations portant sur les opérations de mise en marché ou de transport du lait.

Comme tous les ans, la Direction a participé aux audiences de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec portant sur la révision du prix de détail du lait de consommation, qui ont eu lieu cette année en août.

Dossiers agronomiques

En santé animale et biosécurité, la Direction a été impliquée dans différents comités provinciaux. Elle est notamment responsable de l'encadrement du comité sur

la santé des bovins laitiers, dont le mandat est de voir à la coordination des actions, à l'échange d'information sur les initiatives de santé animale, et elle joue un rôle-conseil auprès de l'organisation. La Direction participe également au comité de la filière bovine sur la biosécurité, conjointement avec Les Producteurs de bovins du Québec.

La Direction est aussi responsable du comité des Producteurs de lait du Québec ayant le mandat de suivre et d'orienter les travaux de proAction. Elle participe aux différents comités nationaux de développement du programme, soit ceux du bien-être animal, de la biosécurité, de l'environnement et de la traçabilité.

Implication et collaborations

La Direction poursuit son implication en recherche et développement, notamment en siégeant au conseil d'administration de Novalait inc. et à ses différents comités de gestion de projets. Sur le plan du transfert de connaissance, la Direction est impliquée dans les différents comités stratégiques de Valacta, dont le comité technico-économique, le comité bien-être animal et le comité sur le virage numérique.

Tous les membres de la Direction collaborent régulièrement à la revue *Le producteur de lait québécois* en rédigeant des articles de fond ou des chroniques portant sur les statistiques, la gestion, l'évolution des marchés, proAction et la recherche économique.

ECONOMIC STUDIES

THE ECONOMIC STUDIES DEPARTMENT ADVISES THE OFFICERS OF LES PRODUCTEURS DE LAIT DU QUÉBEC ON POLICIES AND ISSUES CONCERNING THE DAIRY INDUSTRY. TO FULFILL THIS MANDATE, THE DEPARTMENT MUST CONDUCT STUDIES AND ANALYSES AND DRAFT EXPLANATORY DOCUMENTS TO GUIDE THE ORGANIZATION'S VARIOUS BODIES AND STRATEGIES. THE DEPARTMENT ALSO REPRESENTS THE ORGANIZATION ON VARIOUS PROVINCIAL AND NATIONAL COMMITTEES.

International trade

2018 was marked by the conclusion of the Canada-United States-Mexico Agreement (CUSMA) on September 30, 2018 and its signing on November 30, 2018. The outcome of this unusual negotiation is extremely detrimental to the Canadian dairy industry. The CUSMA affects the Canadian dairy industry in three ways. First, it grants 3.9% more access to the Canadian market, which amounts to lost milk sales of \$190 million per year. Second, the CUSMA eliminated Class 7, which ensured that our dairy ingredients could be marketed. Finally, it placed a ceiling on the quantity of skim milk powder, whey protein concentrates and baby formula that we may export.

These impacts are in addition to the impacts of the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP), which came into force on December 30, 2018. This agreement grants additional access equal to 3.1% of total production, which represents over \$160 million in lost milk sales per year. 2018 was also the 2nd year in which the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) was implemented. The additional access to the cheese market granted under this agreement accounts for 1.4% of milk sales and nearly \$100 million in lost revenue per year.

The Economic Studies Department worked on evaluating the impacts of the agreements and collaborated with both the working group set up by the federal government to address mitigation measures and the industry's Class 7 replacement working group.

Pooling agreements and national issues

At the national level, the Department works closely with the Director of Business Development on monitoring and advancing the pooling agreements and managing the National Milk Marketing Plan.

P5 Quota Committee

The harmonization work of the provinces that signed the Agreement on the Eastern Canadian Milk Pooling (P5) continued in 2018. The Department performs market analyses and makes recommendations on quota adjustments to the P5 Quota Committee. The Department continued to re-evaluate the solids non-fat payment policy for producers and assess tolerance day requirements at the farm level.

Price of milk: exceptional circumstances

In May 2018, the trigger criteria were met for the exceptional circumstances provision, which allows an adjustment to be made to the price of Classes 1 through 4 beyond the results of the indexing formula. At the request of Les Producteurs de lait du Québec and Dairy Farmers of Canada, the Canadian Dairy Commission (CDC) began consultations with the industry and announced a support price adjustment for butter on September 1, 2018. The prices of Classes 1 through 4 were indexed as a result and had an impact of \$2.37 per reference hectolitre, i.e. an increase of 3.3%, on all milk.

Provincial issues

At the provincial level, the Department prepares the various monthly statistics and analyses required to monitor the organization's policies and activities, especially as concerns changes and monthly variations in the price of milk. It also participates in various negotiations over milk marketing and transportation operations.

As it does every year, the Department participated in the hearings of the Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec on the review of the retail price of fluid milk, which took place in August this year.

Agronomic issues

As regards animal care and biosecurity, the Department was involved in various provincial committees. It is specifically responsible for supervising the dairy cattle health committee, which is mandated to oversee the coordination of actions and the exchange of information on animal health initiatives, and provides advice to the organization. The Department also participates in the beef industry's biosecurity committee, in conjunction with Les Producteurs de bovins du Québec.

Furthermore, the Department is responsible for the Les Producteurs de lait du Québec committee that is mandated to monitor and steer proAction activities. It participates in the various national development committees of the program, including those concerned with animal care, biosecurity, the environment and traceability.

Involvement and collaboration

The Department is involved in research and development, particularly by sitting on the board of directors of Novalait Inc. and its various project management committees. As regards knowledge transfer, the Department is involved in various strategic Valacta committees, including the technical-economic committee, the animal care committee and the digital transition committee.

All members of the Department contribute regularly to *Le producteur de lait québécois* magazine by writing feature articles or columns on statistics, management, market trends, proAction and economic research.